

**Teresina Da Silva:** Merci Monsieur le président. Ces deux derniers jours nous avons discuté de questions importantes, comme la guerre, le terrorisme, le commerce et comment ceux-ci sont en relation avec la justice et les droits de l'homme. Cette assemblée veut également s'activer pour à bannir la pauvreté. Mais qu'est-ce que la pauvreté ? Le titre de notre session aujourd'hui est "contre la pauvreté : comment souhaitons nous faire cela?". La pauvreté a beaucoup de significations, beaucoup de dimensions. Laissez-moi vous dire en une minute ce que nous faisons au Mozambique et ce que sont nos engagements par rapport aux Nations Unies, les gouvernements et la société civile. On établissait en 2003 un observatoire sur pauvreté, dont faisait partie le Gouvernement, certains ministères, représentants de la société civile - comme observateurs – et des donateurs, pour surveiller toutes les activités et les programmes du gouvernement en termes de résultat. En 2004, après que notre lutte, la société civile est entrée à faire part de l'observatoire, elle a été intégrée en tant que membre de cet observatoire sur pauvreté. Et parce que nous avons fait des études pilote dans le pays, et nous avons proposé au gouvernement une nouvelle définition de la pauvreté ; nous avons proposé des nouveaux sujets de préoccupation au gouvernement et alors nous avons proposé de nouvelles voies et de nouvelles méthodologies pour combattre la pauvreté, et également de nouveaux indicateurs pour les programmes contre la pauvreté. Le mois dernier, nous avons signé comme *Forum Mujeres*, avec beaucoup d'O.N.G., une pétition, organisé par le groupe de travail africain pur le sommet du Millénaire à l'ONU, pour que tous les gouvernements africains tiennent compte de la déclaration et des résolutions des objectifs du Millénaire pour le développement. Et nous disons qu'après cinq ans, nous sommes en danger d'échouer même les objectifs minimums pour les objectifs du Millénaire pour le développement. En tenant compte de notre expérience en tant que société civile, nous faisons aux Nations Unies quelques recommandations : la première recommandation est celle d'établir une cour internationale de la dette: c'est une initiative par un scientifique brésilien et nous pensons qu'il est important d'avoir une cour internationale de la dette. Le principe serait celui d'avoir une cour qui étudie la question de la dette et qu'elle le fasse avec l'aide d'experts indépendants et de s'occuper de la soi-disant "dette légitime", et également écouter les citoyens sur le thème de la dette, pour pouvoir avoir plus d'informations sur ce qu'elle signifie dans notre environnement local et dans nos réalités locales. Et également pour que tous les Etats membres des Nations Unies soient responsables du niveau de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Enfin la dernière recommandation aux Nations Unies qu'ils exigent des gouvernements s'ils ratifient toutes les conventions et résolutions liées aux droits : le droit à la nourriture, le droit au travail, les droits sexuels et de reproduction. Aux gouvernements également nous faisons quelques recommandations : signer et ratifier toutes les conventions également associé aux droits ; Aux gouvernements africains nous demandons de ratifier le protocole facultatif sur le droit des femmes de la charte africaine (il y a seulement peu de gouvernements africains qui l'ont déjà signé) c'est le protocole contre toute violence contre des femmes. En parlant des femmes, nous savons que la pauvreté a un visage de femme; cela veut dire que nous ne pouvons pas nous arrêter et nous tenir sans avoir une perspective de genre dans toutes les politiques, dans toutes les résolutions, dans toutes les zones d'action et même dans les indicateurs. Nous demandons également aux gouvernements des pays riches, s'il vous plaît, l'annulation de la dette. Je n'ai pas le temps d'intervenir sur ce thème, mais je vous demande aussi de ne pas forcer les pays africains à adopter des économies libres, car si cela signifie plus de pauvreté et moins de droit pour les peuples et les fermiers. Et également à la société civile: souvenez-vous que nous avons un rôle à jouer au niveau "local", dans nos pays: nous devons demander non seulement aux acteurs extérieurs, mais également à ceux qui opèrent à de l'intérieur de pousser nos gouvernements afin de ratifier toutes ces conventions, toutes ces résolutions contre la torture, sur

le droit à la nourriture, sur des droits sexuels et de reproduction et ainsi de suite. Nous devons augmenter notre réseau et nos alliances comme nous le faisons ici, il est très important de nous renforcer, pour nous donner, comme nationalité, comme pays, comme citoyens la force de croire en nous-même, et pour avoir la force de combattre et d'avoir l'initiative innovatrice comme ce matin où en prenant exemple de la banque Grammin et des autres banques de micro-crédit nous pouvons atteindre des millions de personnes. Je n'ai plus de temps maintenant, mais je voulais dire que je crois que nous pouvons atteindre cela, si tout le monde dans notre pays, et dans le monde, ensemble nous pouvons avancer. Merci.